

DOSSIER

CE QUE SÈMENT LES CAPITALES EUROPÉENNES DE LA CULTURE

Bernard Focroulle
Directeur du Festival
International d'Art Lyrique
d'Aix-en-Provence
Administrateur de
Culture & Démocratie

L'HÉRITAGE DE BRUXELLES 2000 ET DE MARSEILLE-PROVENCE 2013

Au sujet des capitales culturelles, on peut probablement écrire tout et son contraire. J'ai vécu Bruxelles 2000 et ensuite Marseille-Provence 2013 (MP2013), deux projets qui présentent un certain nombre de similitudes. Voici les leçons que j'en tire, tout en étant conscient que la matière est considérable et devrait donner lieu à des analyses beaucoup plus approfondies.

De la phase préparatoire de Bruxelles 2000, entamée dès 1996 avec une petite équipe bicommunautaire, je retiens le souvenir de bouillonnements créatifs, de consultations tous azimuts, de discussions véhémentes, d'attentes excessives, de frustrations et d'utopies flamboyantes. Et aussi, de vives tensions politiques, de situations chaotiques, de retournements de rapports de force. Il semble que ces caractéristiques soient récurrentes et concernent la majorité des capitales culturelles européennes. C'est l'indice d'enjeux considérables, même si ceux-ci ne sont pas toujours suffisamment clarifiés au lancement des projets.

À la demande de la Ville de Bruxelles qui avait été séduite par la dynamique de Culture & Démocratie (que je présidais à l'époque), j'ai dirigé durant deux ans le petit groupe culturel chargé de la phase préparatoire. Je pense que le document qui a conclu cette phase préparatoire était de grande qualité : il contenait une vraie vision des grandes lignes – pas du programme – de l'année 2000, et ouvrait des perspectives sur la politique culturelle de la Ville-Région à plus long terme. Il suggérait de prendre en compte et de valoriser la dimension multiculturelle de la capi-

recommandait de décloisonner en profondeur les structures culturelles, de créer des ponts de toutes sortes, de promouvoir de nouvelles formes de participation et d'expression. Il prônait le droit à la culture, la présence de l'art dans l'espace public et l'ouverture aux formes artistiques contemporaines, urbaines et populaires.

L'équipe a certes éprouvé de réelles difficultés à communiquer avec l'ensemble du secteur culturel, et à répondre aux centaines de projets qui lui parvenaient. Durant cette phase préparatoire, de nombreuses réunions ont toutefois été organisées avec les acteurs culturels bruxellois, non seulement pour discuter de la programmation de l'année 2000, mais aussi de l'organisation de la vie culturelle bruxelloise.

J'ai démissionné de la présidence du comité culturel en mars 1998, poussé à bout par l'interventionnisme de certains cabinets politiques. En Communauté Française, un circuit parallèle avait été mis en place afin de vider le comité culturel de Bruxelles 2000 de son rôle, au profit de décisions prises au sein de chaque Communauté. C'était la négation même du projet ! La crise qui a suivi a permis de clarifier au moins partiellement la gouvernance, et le projet s'est mis en place sous la direction de Robert Palmer, non sans de nombreux soubresauts. Nombreuses



étaient les Cassandres qui prédisaient un échec sur toute la ligne.

L'année 2000 a connu des événements forts et festifs, tels l'ouverture et la Zinneke Parade, elle a donné lieu à des moments exceptionnels et à des déceptions amères. Des infrastructures ont vu le jour, telles le MIM ou le Flagey (inauguré plus tard mais dont la restauration fut amorcée dans le cadre de la préparation de Bruxelles 2000). Des parcours invitaient la population à redécouvrir la ville sous un nouveau jour. Les réalisations dans le domaine de la danse ont été brillantes. Des collaborations inédites ainsi que des projets culturels à forte participation populaire ont été mis sur pied. *Les ambassadeurs de l'ombre*, un projet théâtral mené par Lorent Wanson en collaboration avec ATD Quart Monde a vu le jour au Théâtre National. À la Monnaie, janvier 2000 vit l'inauguration des nouveaux ateliers et de l'exposition *L'opéra*, un champ d'étoiles conçue par Laurent Busine, qui attira quelque 50.000 visiteurs. Bref, impossible de résumer les centaines d'événements qui furent organisés dans le cadre de Bruxelles 2000 : parmi eux, bien des projets de plus petite taille furent parmi les plus réussis et les plus prospectifs.

Il a souvent été dit à l'époque que le vrai bilan serait à établir non pas à la fin de l'année 2000, mais dix ou vingt ans plus tard. Alors aujourd'hui, quelle évaluation pouvons-nous en faire ?

Dans les années 1980 et 1990, les institutions culturelles bruxelloises francophones et néerlandophones étaient très éloignées les unes des autres, on pourrait même dire que, sauf exception, elles se tournaient le dos, à l'image des deux Communautés. Ce fut d'ailleurs l'un des tout premiers enjeux de Culture & Démocratie dès 1993 : retisser un lien entre les acteurs culturels des deux Communautés, à Bruxelles et dans le pays. Il n'y avait à cette époque aucun accord de coopération culturelle et le dialogue entre institutions culturelles flamandes et francophones était franchement mal vu. L'un des axes prioritaires de Bruxelles 2000 a été de mettre en place et de promouvoir ce dialogue.

Un exemple marquant de cette mutation a été la collaboration entre le Théâtre National et le KVS : mise en place par Jean-Louis Collinet et Jan Goossens à partir de 2006, elle est exemplaire de la dynamique instaurée par Bruxelles 2000. On a vu se multiplier des échanges transcommunautaires d'artistes et de productions, les publics ont été invités à se déplacer dans le Théâtre de l'autre communauté, des festivals communs ont vu le jour. Maintenant que les deux capitaines ont laissé leur place à des nouveaux responsables, il sera intéressant d'observer si cette collaboration exceptionnelle pourra se poursuivre et s'approfondir, ou si, au contraire, chaque institution en vient à se replier sur son public et sur sa Communauté. Pour l'instant, les deux directeurs confirment leur intention de poursuivre le travail entamé par leur prédécesseur, ce qui laisserait entendre que cette

pratique transcommunautaire est entrée dans l'ADN de ces deux institutions.

À mes yeux, la plus grande réussite de Bruxelles 2000 a été d'ouvrir la voie à la structuration du monde culturel bruxellois en deux réseaux distincts mais étroitement associés en pratique, le Brussels Kunstoverleg (BKO) – créé en 2002 – et le Réseau des Arts à Bruxelles (RAB) – fondé en 2004. Cette double fondation a donné lieu à une concertation permanente entre les deux réseaux, à l'organisation de projets menés en collaboration par des partenaires issus des deux Communautés, à une réflexion commune sur le rôle social de l'art et de la culture, à l'élaboration du Plan Culturel pour Bruxelles, etc. La signature en 2012 d'un accord de coopération culturelle signée entre les Communautés française et flamande – que nous appelions de nos vœux depuis vingt ans au moins ! – résulte pour une large part de cette dynamique impulsée par les deux réseaux. Je constate donc que la dynamique de Bruxelles 2000, après avoir été largement contestée fin des années 1990, a fini par s'installer durablement au point de rallier un assez large consensus au sein du monde politique et du monde culturel bruxellois.

“ **Les enjeux véritables d'une capitale culturelle sont d'une autre nature : ils touchent à la créativité et à la force de pénétration du monde culturel, à sa capacité de se projeter dans l'avenir, de nouer des relations fécondes avec les forces vives de leur territoire ; ils touchent aussi aux liens que l'art et la culture peuvent développer avec un champ social diversifié, et à l'image qu'une ville peut dégager à l'intention de ses habitants et vers l'extérieur.** ”

Cela dit, si la Région de Bruxelles-Capitale s'était engagée plus tôt et plus activement dans cette dynamique culturelle, l'empreinte de l'année 2000 aurait pu être encore bien plus profonde et prospective. Mais trop longtemps, les autorités politiques régionales ont joué la carte de l'attentisme, voire de l'indifférence à l'égard des enjeux portés par la culture.

Arrivé à la direction du Festival d'Aix-en-Provence en 2007, j'ai pu suivre d'assez près la préparation et la réalisation de l'année culturelle 2013. Marseille et Bruxelles présentent de nombreuses similitudes : des atouts considérables, une population très multiculturelle, une forte présence de communautés issues du Maghreb, de profondes inégalités sociales et territoriales, un net déficit d'image internationale.

Tout au long de la préparation du projet marseillais, on a pu constater une certaine réserve du monde politique, certains responsables exprimant à mi-voix des craintes à l'égard d'une possible instrumentalisation du projet à des fins politiques ou partisans.

Par contre, le monde économique provençal a joué un rôle majeur dans l'accompagnement et le soutien au projet. Comme à Bruxelles, les attentes des milieux culturels étaient très/trop élevées, des erreurs ont été commises, entraînant des frustrations en série. Néanmoins, durant la préparation, les acteurs du monde culturel provençal ont appris à se parler, à nouer des contacts, à sortir du splendide isolement qui les caractérisait trop souvent.

2013 s'est finalement révélée une très belle année pour le territoire MP2013, réunissant pas moins de dix millions de visiteurs. Quelque 600.000 personnes ont pris part à la fête d'ouverture, dont 400.000 pour « la grande clameur » à Marseille, soit à peu près la moitié de la population. Ici aussi, la programmation a été des plus variées : un Festival des arts éphémères invitait le public à découvrir l'art contemporain au travers de spectacles de toutes sortes, un sentier de grande randonnée, le GR-13, relie désormais différents sites du territoire en un parcours de découverte de la nature et du patrimoine.

L'année 2013 voit l'inauguration de plusieurs lieux culturels importants tels que le MuCEM, le FRAC, une tour dédiée à l'art contemporain à la Friche de la Belle de Mai, et bien d'autres rénovations urbaines. Parmi les ratés, on mentionne l'absence du rap, qui constitue pourtant une des richesses artistiques de Marseille. Certains experts y ont vu l'indice d'une surreprésentation de la « haute culture ».

MP2013 a créé un sentiment de fierté partagée et permis à de nombreux habitants de s'approprier une partie du projet et du territoire, malgré les freins et les inégalités. Il semble toutefois que les quartiers nord de la ville, qui souffrent le plus des inégalités, soient restés moins concernés que les autres.

En juillet 2014, un rapport de la Chambre régionale des comptes Provence-Alpes-Côte d'Azur aversait : « L'absence de structure pour donner une continuité à l'année capitale, plus d'un an après sa clôture, fait craindre une retombée de l'impulsion donnée. » Il est infiniment regrettable en effet que malgré de nombreux efforts du monde culturel et du monde économique, il n'ait pas été possible jusqu'ici de pérenniser la dynamique de MP2013. Ce n'est pas l'envie qui manque : je puis témoigner du nombre considérable de réunions, dès 2013, qui ont tenté de donner une suite à cette manifestation. Souvent, les discussions ont oscillé entre deux options : mettre sur pied une manifestation culturelle brillante (sous forme d'une biennale ?) ou travailler à la structuration du réseau culturel métropolitain et départemental. Je défends pour ma part la seconde option : je n'ai guère confiance dans les manifestations destinées principalement à booster l'attractivité d'un territoire, je suis persuadé que seule une réflexion/action portée par le monde culturel, en dialogue avec toutes les forces vives d'un territoire – monde éducatif, associatif, économique, politique... – peut donner lieu à une dynamique forte et pérenne.

Au moment où j'écris ces lignes, nous constatons que l'opposition de certains responsables politiques reste plus vive que jamais à la résurgence d'une telle

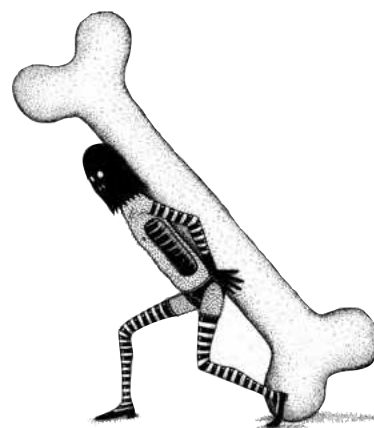
dynamique ; il n'est pas impossible, toutefois, que nous trouvions la force et la créativité pour surmonter ces obstacles. Ces réticences sont d'autant plus regrettables qu'un projet culturel associant un large spectre d'acteurs culturels de toutes tailles et de toutes disciplines constituerait un atout formidable pour la Métropole qui se met en place, réunissant – dans la douleur – Marseille, Aix et Arles. Malheureusement, en Provence comme en Belgique, trop de responsables politiques ne prennent pas la mesure des enjeux culturels, qu'ils croient pouvoir réduire au divertissement, au clientélisme et aux dépenses facultatives.

“ Je n'ai guère confiance dans les manifestations destinées principalement à booster l'attractivité d'un territoire. ”

Lille a montré a contrario la capacité d'une ville de prolonger la dynamique d'une capitale culturelle, de l'amplifier et de la pérenniser de diverses manières. À peine sortie de l'année 2004, Martine Aubry annonçait le projet lille3000 qui, plus qu'un festival, a permis de continuer à fédérer les forces culturelles lilloises. Douze ans plus tard, je laisse à d'autres le soin d'en tirer le bilan.

On sait que les enjeux culturels ne sont pas réductibles aux retombées économiques générées par les activités artistiques sur un territoire donné. Même si cet argument peut être utilisé pour convaincre ceux qui sont plus focalisés sur les performances économiques que sur la dynamique citoyenne et la créativité artistique, les enjeux véritables d'une capitale culturelle sont d'une autre nature : ils touchent à la créativité et à la force de pénétration du monde culturel, à sa capacité de se projeter dans l'avenir, de nouer des relations fécondes avec les forces vives de leur territoire ; ils touchent aussi aux liens que l'art et la culture peuvent développer avec un champ social diversifié, et à l'image qu'une ville peut dégager à l'intention de ses habitants et vers l'extérieur.

Bruxelles a clôturé son année de capitale culturelle il y a seize ans, Mons refermait la sienne il y a à peine un an. Quelles sont les leçons que les responsables politiques, les acteurs culturels et la société civile en tireront ? ■



© Warvin